

## Sur l'analyse macroéconomique du chômage

Edmond Malinvaud

Volume 61, numéro 2, juin 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601326ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601326ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Malinvaud, E. (1985). Sur l'analyse macroéconomique du chômage. *L'Actualité économique*, 61(2), 147–170. <https://doi.org/10.7202/601326ar>

## SUR L'ANALYSE MACROÉCONOMIQUE DU CHÔMAGE\*

Edmond MALINVAUD  
*I.N.S.E.E., Paris*

Un cadre d'analyse est nécessaire pour l'étude des politiques macroéconomiques visant à résorber un chômage généralisé. Il doit s'appuyer sur les traits fondamentaux du phénomène et, notamment, sur le fait qu'un chômage généralisé est un déséquilibre révélant une offre excédentaire de travail. Pendant plusieurs années, la modélisation usuelle de la théorie keynésienne a fourni ce cadre. Le réexamen du modèle keynésien a cependant montré qu'il contenait plusieurs limitations dont certaines semblent maintenant particulièrement sérieuses. Une réévaluation s'impose donc.

Il est clair aujourd'hui, beaucoup plus qu'il y a vingt ans, que les politiques macroéconomiques doivent s'envisager dans un contexte dynamique parce que leurs effets se développent et perdurent bien après le moment de leur mise en oeuvre. Le modèle keynésien usuel est toutefois statique. Dès lors il faut consacrer beaucoup d'attention à la conception même d'une analyse dynamique d'un chômage généralisé. Après avoir traité de l'analyse statique dans une section, nous nous demanderons donc par la suite comment peut s'étudier l'évolution d'un chômage généralisé.

Je dois dire dès le départ que mon examen de cette analyse dynamique restera exploratoire même si cette analyse est essentielle. La théorie économique n'offre pas encore en cette matière les assises solides que

---

\*: Ce texte développe le thème d'une conférence faite le 10 mai 1984 à la Société Canadienne de Science Économique, réunie à Québec. C'est une traduction française du chapitre 2 de *Mass Unemployment*, Basil Blackwell, 1984. L'auteur, qui a profité de la discussion à Québec, tient aussi à remercier ses collègues canadiens qui ont bien voulu organiser traduction et publication.

L'expression « Chômage généralisé », correspondant à « mass unemployment » en anglais est utilisée ici pour désigner une situation dans laquelle l'offre de travail est indiscutablement et substantiellement excédentaire, de sorte que le chômage traduit en partie un déséquilibre du marché du travail. Sur l'importance de ce chômage généralisé dans les économies industrielles occidentales, le lecteur peut se référer au chapitre 1 de *Mass Unemployment*.

nous souhaiterions. Nous devons donc nous contenter d'un relevé des divers éléments qu'il faut étudier et de la prise en considération de quelques tentatives préliminaires de construction de modèles qui tiennent compte d'autant de ces éléments que possible.

### *L'analyse de court terme*

1. La théorie keynésienne affirme qu'une offre excédentaire de travail découle d'une offre excédentaire potentielle de biens. Les entreprises utiliseraient plus de travail si elles faisaient face à une demande plus grande pour leur produit parce qu'alors elles trouveraient profitable de produire plus<sup>1</sup>. Si tel est le cas, l'analyse du chômage se résume à une analyse de la formation de la demande pour les biens. Le modèle du multiplicateur fournit le cadre le plus simple pour cette analyse: des modèles théoriques ou macroéconométriques bien connus sont élaborés à partir de ce même principe élémentaire.

La théorie keynésienne n'affirme évidemment pas que l'offre de travail est toujours excédentaire. On peut se trouver en situation de plein emploi, le cas-type étant celui où il existe une demande excédentaire de travail et où les entreprises sont incapables à cause d'une pénurie de main-d'oeuvre de satisfaire pleinement la demande pour leur produit. Ceci définit une seconde situation, en plus de celle où il y a offre excédentaire à la fois sur le marché du travail et sur le marché des biens et c'est celle où il y a demande excédentaire sur ces deux marchés. Il est notable toutefois, mais d'importance secondaire pour la discussion présente, que la théorie keynésienne ne modélise pas de façon précise cette seconde situation comme si l'analyse statique d'une situation de demande excédentaire généralisée n'était pas intéressante.

Le point principal sur lequel nous devons centrer notre attention ici c'est que l'apparition simultanée d'une offre excédentaire de travail et d'une demande excédentaire pour les biens n'était pas naguère reconnue comme une possibilité. Maintenant, le réexamen de la théorie keynésienne et la reconstruction de son modèle du multiplicateur à l'intérieur d'une formulation plus fondamentale avec prix rigides, ont permis de démontrer qu'il s'agissait là à tout le moins d'une possibilité logique. Le modèle maintenant familier de Barro et Grossman, par exemple, le fait clairement ressortir. Le chômage pourrait coexister avec une demande excédentaire pour les biens si, malgré cette demande excédentaire, les entreprises n'étaient pas capables ou ne trouvaient pas profitable

---

1. Nous qualifierons la situation ainsi décrite de *situation d'offre excédentaire de biens*. Nous prendrons pour acquis, sans autre discussion, qu'elle se produit de temps à autre. Il serait évidemment possible — et intéressant — d'étudier plus précisément le concept de déséquilibre sur le marché des biens, sa signification, sa genèse et les indices de son occurrence répétée.

d'augmenter l'échelle de leurs opérations, c'est-à-dire de produire plus de biens et d'employer plus de travailleurs.

Si cette troisième situation peut survenir, elle appelle un diagnostic tout à fait différent de celui qui s'applique au cas de l'offre excédentaire généralisée. La stimulation de la demande pour les biens n'agit plus directement sur le chômage et des mesures visant à accroître la profitabilité des entreprises devraient être mises en oeuvre pour inciter les entreprises à augmenter leurs opérations. Par référence aux positions défendues par divers économistes dans les débats des années '30, on peut désigner cette situation comme une situation de chômage classique, la différenciant ainsi de celle plus familière de chômage keynésien.

L'interrogation sur le rôle du chômage classique ne découle pas seulement du développement naturel de la réflexion théorique. Elle découle aussi de la préoccupation maintenant courante qu'ont les responsables de la politique économique de restaurer la profitabilité des entreprises. C'est pourquoi on trouve, du moins en Europe occidentale, un vif désir de savoir si le chômage classique est plus qu'une simple possibilité théorique.

2. On peut imaginer deux raisons qui, à première vue, rendent le chômage classique peu probable. La première repose sur une présomption d'asymétrie dans la dynamique des prix. Si les prix étaient pleinement et instantanément flexibles à la hausse tout en étant rigides à la baisse, on ne pourrait jamais rencontrer de situation de demande excédentaire ; les déséquilibres de marchés ne pourraient provenir que des offres excédentaires : le chômage serait keynésien, jamais classique. Il va de soi que la parfaite flexibilité à la hausse de tous les prix n'est pas une hypothèse réaliste dans les économies modernes. Mais le fait est que, si les prix sont plus flexibles à la hausse qu'à la baisse, c'est là, de prime abord, un argument qui rend le chômage keynésien plus probable que le chômage classique. Pour constituer une preuve rigoureuse de la proposition, l'argument devrait bien sûr s'imbriquer dans une théorie dynamique : à ce stade-ci, il suggère que la proposition devrait être vraie.

Par ailleurs, ayant en tête une analyse macroéconomique à court terme du chômage, nous devons, évidemment, considérer les décisions courantes d'entreprises qui d'une part font face à une demande excédentaire pour leur production et d'autre part disposent d'équipements déjà installés. Dans la situation usuelle, la capacité physique de ces équipements n'est pas pleinement utilisée. Pour que les entreprises ne profitent pas de la chance de produire et de vendre plus, il faut que leur profitabilité soit très faible. En effet, le prix de la production doit être plus bas que le coût variable d'une unité additionnelle de production. Ceci semble peu fréquent puisque, en longue période, le prix doit couvrir à la fois le coût fixe et le coût variable.

Mais une situation improbable peut évidemment se réaliser. Qu'elle survienne ou non est une question de fait. Nous pouvons faire appel à l'économétrie pour trouver une réponse, mais avant de procéder à l'estimation économétrique ou de tester, nous devons mettre sur pied un modèle mathématique qu'on puisse tenir pour une bonne première approximation du fonctionnement réel de l'économie. Pour des raisons que j'indiquerai dans un moment, nous ne pouvons considérer que le modèle de Barro et Grossman, ou quelque modèle agrégé de la sorte, fournisse cette première approximation. Tout en conservant notre intérêt pour les tests économétriques, nous devons donc attendre qu'une spécification réaliste soit disponible avant de pouvoir nous en servir.

Considérant cette seconde raison de non plausibilité du chômage classique, nous réalisons encore les limitations d'une analyse purement statique. L'équipement déjà installé dépend des décisions passées d'investissements qui, à leur tour, dépendent de la rentabilité perçue à l'époque. Après une période prolongée de faible profitabilité, la capacité de production peut être tellement réduite qu'elle rende le coût variable d'une unité marginale de production passablement élevé pour un niveau relativement faible de production. En d'autres mots, il est probable que le sous-emploi classique s'accroisse avec le temps quand la profitabilité est faible. Seule une formulation dynamique du problème peut cependant permettre de vérifier la force de cet argument.

3. Même pour une analyse de court terme, toutefois, il est un peu trompeur de se concentrer sur les deux situations opposées de chômage classique et de chômage keynésien. Cela ne serait approprié que dans un monde ne comportant que deux marchés homogènes : *le* marché du travail et *le* marché des biens. En fait, il existe diverses qualités de travail, plusieurs biens différents et, pour chacune d'elles et chacun d'eux, plusieurs lieux géographiques à considérer, dans la mesure où la demande et l'offre sont spécifiques à l'un ou l'autre de ces lieux. Ceci veut dire qu'il y a un grand nombre de marchés distincts, autant de déséquilibres potentiels associés, chacun d'eux pouvant se caractériser soit par une offre excédentaire, soit par une demande excédentaire. On peut considérer que le chômage keynésien et le chômage classique ne résultent que de deux cas extrêmes, tous deux caractérisés par une offre excédentaire sur tous les marchés du travail mais le premier s'accompagnant d'une offre excédentaire simultanément sur tous les marchés des biens et le second d'une demande excédentaire sur ces mêmes marchés.

Une théorie réaliste doit reconnaître l'existence d'un spectre bi-dimensionnel de situations comprises entre les trois cas extrêmes qui suivent : offres excédentaires partout, demandes excédentaires partout, offres excédentaires simultanées des diverses qualités de travail accompagnées de demandes excédentaires pour tous les types de biens. Ces trois

situations polaires correspondent respectivement au pur chômage keynésien, à l'inflation latente pure et au chômage classique pur. La quatrième situation polaire, demandes excédentaires simultanées des diverses qualités de travail accompagnées d'offres excédentaires pour tous les types de biens, ne reçoit pas beaucoup d'attention en général parce que nous admettons que les entreprises ne peuvent pas manquer simultanément de main-d'oeuvre et de débouchés. Une demande excédentaire de travail par une entreprise implique donc en pratique une demande excédentaire pour ses produits : une demande excédentaire généralisée pour le travail ne peut pas exister avec une offre excédentaire généralisée des biens (nous nous en tiendrons à cette hypothèse simplificatrice qui ne joue aucun rôle crucial).

La multiplicité des situations possibles à l'intérieur du spectre engendré par les trois premières empêcherait toute analyse si on ne pouvait la traiter d'un point de vue statistique. Tout naturellement, nous sommes conduits à nous demander si nous pourrions traiter ces problèmes en réfléchissant en termes des proportions respectives de chômage keynésien et de chômage classique. Nous pourrions le faire plutôt facilement si nous pouvons coupler les marchés du travail avec les marchés des biens de manière à définir des secteurs consistant en un marché du travail et un marché pour les biens. Chaque secteur est alors dans une situation classique, inflationnaire ou keynésienne suivant la combinaison d'offres ou de demandes excédentaires qu'il connaît. Le poids relatif des secteurs qui sont en situation keynésienne définit alors une mesure appropriée de la proportion de chômage keynésien.

Définir les secteurs en couplant un marché du travail avec un marché de biens implique nécessairement quelques simplifications. Même alors, on ne peut sans doute le faire correctement à moins que certains marchés du travail soient mis dans deux ou plusieurs secteurs et certains marchés de biens aussi. Par exemple, la main-d'oeuvre qualifiée dans l'industrie mécanique du Centre-Ouest peut définir un secteur et la main-d'oeuvre non qualifiée dans cette même industrie peut en définir un autre même si, en fait, l'offre de main-d'oeuvre non qualifiée peut n'être pas spécifique à cette industrie. Cet exemple montre le type de simplification impliquée. Considérant la situation du premier secteur, nous négligeons la possibilité que l'industrie puisse être liée par une contrainte de main-d'oeuvre non qualifiée ; en d'autres mots, nous négligeons le fait que l'offre des biens doit être la même dans les deux secteurs. Par ailleurs, on peut être conduit à sous-estimer la mobilité de la main-d'oeuvre non qualifiée entre cette industrie et une autre située dans la même région.

Je ne veux pas dire qu'il est nécessaire, pour l'analyse macroéconomique adoptant un point de vue statistique, de traiter les secteurs comme je le suggère, mais plutôt, que cela rend cette analyse plus simple qu'elle ne

le serait autrement et que j'accepte la simplification pour le moment, tout en reconnaissant ses limitations. La spécification d'un modèle théorique adoptant pareil cadre sectoriel devrait nous permettre d'étudier l'équilibre macroéconomique et ses réactions aux mesures de politique économique. Ce modèle remplirait alors la même fonction que remplit le modèle du multiplicateur ou celui de Barro et Grossman mais il serait plus réaliste par sa reconnaissance de la multiplicité des biens et des types de travail.

La définition des secteurs ne suffit pas à déterminer un modèle décrivant l'équilibre de court terme. Il faut également spécifier un certain nombre d'éléments supplémentaires. La simplicité ici s'avère recommandable. Gardant ce principe à l'esprit, on peut admettre qu'il suffit de quelques variables macroéconomiques pour caractériser l'état de l'économie. Par exemple, on reliera les prix de divers biens à une simple variable  $p$ , le niveau des prix, et les taux de salaire de diverses qualités de travail à un simple taux de salaire représentatif  $w$ . On peut aussi supposer que, dans chaque secteur, l'offre de travail et la demande du produit dépendent d'un petit nombre de variables pertinentes à l'économie dans son ensemble, comme le taux de salaire réel, la demande agrégée de l'État et le revenu agrégé des particuliers. Enfin, on peut faire des hypothèses simples, comme celle de coefficients techniques constants, pour déterminer l'offre du produit et la demande de travail dans chaque secteur.

L'application de ces principes m'a permis de spécifier un modèle sectoriel assez simple et d'en déduire un certain nombre de résultats théoriques<sup>2</sup>. Évidemment, ces résultats dépendent des hypothèses particulières que j'ai retenues et n'ont pas fait l'objet d'une discussion suffisante pour qu'on puisse se prononcer encore sur leur robustesse. Mais, j'ai confiance que les conclusions qualitatives suivantes seront confirmées : le multiplicateur définissant la sensibilité de la production globale par rapport à la demande de l'État conserve son expression traditionnelle quand l'économie est dans l'état de chômage keynésien pur et décroît plutôt rapidement lorsque l'ampleur de ce chômage décroît ; plus généralement, quand le nombre de secteurs est grand, les variables endogènes sont des fonctions non linéaires mais continûment dérivables des variables exogènes ; la dérivée partielle d'une variable endogène, comme le taux de chômage, par rapport à une variable exogène, comme le taux de salaire, peut changer de signe quand l'économie passe d'un état à un autre ; ce signe peut être négatif quand le chômage est surtout keynésien mais positif quand il est surtout classique.

---

2. On trouvera la première présentation du modèle dans Malinvaud (1980a). La version française de cet article est parue dans Malinvaud (1983a). Elle améliore la présentation d'une variante du modèle. J. Muellbauer et D. Winter (1980) ont, eux aussi, fait usage de l'idée de spécifier une distribution statistique des déséquilibres sur les marchés.

4. Pour améliorer l'analyse macroéconomique de court terme, il faut non seulement élaborer des modèles théoriques qui permettent une étude abstraite des propriétés des phénomènes en cause, mais aussi examiner soigneusement la transposition économétrique de ces modèles. Une pure application d'un bon modèle théorique ne fournit pas toujours une bonne spécification économétrique ou même un bon cadre pour une analyse appliquée moins formelle. Les abstractions présentes dans un modèle théorique peuvent être commodes pour scruter soigneusement une relation particulière et pourtant restées complètement inappropriées à la représentation d'une économie réelle.

Considérant l'importance des nouveaux développements de la théorie macroéconomique du chômage, il est clair que leurs implications empiriques devraient faire l'objet d'une discussion extensive. Cette discussion est en fait commencée mais reste dans un stade préliminaire et requiert beaucoup plus d'attention que ce qui lui a été donné jusqu'ici. Je ne peux évidemment pas prétendre la compléter ici : je n'ai même pas le temps d'expliquer mes idées présentes sur le sujet<sup>3</sup>. Je me limiterai donc ici à un seul commentaire de nature générale.

La révision de notre façon actuelle de concevoir les travaux économétriques ou appliqués devrait se concentrer sur le développement de modèles non linéaires où des variables décrivant la direction et l'intensité des déséquilibres pourraient jouer correctement leur rôle. La pure transposition de modèles du type Barro-Grossman n'est pas la meilleure solution même si l'expérimentation de ses diverses variantes est intéressante pour les chercheurs et pour moi en particulier. La meilleure solution est probablement beaucoup plus proche de celle choisie il y a déjà longtemps par certains constructeurs de modèles économétriques, qui avaient l'intuition de l'importance des non linéarités et des variables mesurant les déséquilibres. Ce dont on a besoin présentement c'est de donner de meilleurs fondements à cette intuition et de développer une méthodologie qui permette d'en tenir compte rigoureusement et correctement dans nos travaux.

#### *Trois sources d'évolution spontanée*

Une analyse des économies faisant l'expérience de déséquilibres comme celui du chômage généralisé ne peut pas demeurer statique. D'abord, parler de déséquilibre, c'est suggérer que la situation va changer. Ce rappel de la signification populaire du mot déséquilibre ne devrait pas nous impressionner, bien sûr, puisque le terme déséquilibre prend ici une signification différente, celle de l'existence d'une demande ou d'une

---

3. Dans un de mes essais de 1983 soit « Analyse macroéconomique des déséquilibres, la France des vingt dernières années », j'ai amorcé une discussion plus complète.



offre excédentaire, mais les économistes admettent aussi que ces inégalités entre l'offre et la demande stimulent des changements correctifs. Ensuite, les préoccupations actuelles quant aux politiques économiques ne portent plus sur leur impact de court terme mais bien sur leurs contributions effectives dans le moyen ou même le long terme. S'intéresser aux effets durables des politiques économiques suppose qu'on réfléchisse sur des modèles qui tiennent compte des forces de l'évolution économique : il faut considérer des modèles vraiment dynamiques.

Un économiste doté d'une formation classique et qui réfléchit sur le déséquilibre entre l'offre et la demande voit naturellement son attention appelée par les mouvements de prix mais nous devons reconnaître que d'autres changements dynamiques jouent aussi un rôle important. Je suis même prêt à soutenir que, pour l'analyse macroéconomique des économies modernes, ces autres changements dynamiques jouent davantage que les changements de prix. En tous cas, nous devons les considérer soigneusement.

Voulant faire un tour d'horizon des forces dynamiques dont nous devons tenir compte, je trouve commode de penser à trois sources principales d'évolution économique spontanée : les changements des grands indicateurs du système des prix, l'accumulation du capital et la mobilité microéconomique. Considérons-les tour à tour.

1. Une offre excédentaire sur un marché suscite la concurrence parmi les offreurs, ce qui normalement les conduit à accepter de vendre à un prix moindre. Le chômage généralisé devrait normalement abaisser le taux de salaire ou, au moins, modérer sa hausse. De façon pareille, une offre excédentaire de biens devrait tirer vers le bas l'évolution du niveau des prix alors qu'une demande excédentaire devrait les tirer vers le haut. En d'autres mots, l'évolution du taux de salaire et du niveau des prix devrait réagir à la direction et à l'intensité des déséquilibres respectifs sur les marchés du travail et les marchés des biens.

Ce comportement des deux principaux indicateurs de prix a souvent été supposé dans le passé et en effet a pris une place importante dans les discussions théoriques sur la durabilité du chômage généralisé. Le développement de l'économétrie depuis 30 ans nous apporte cependant aujourd'hui une vision plus claire des choses. Pour résumer ce que nous connaissons sur cela maintenant, je peux dire que ce comportement s'observe mais est plus faible que ce qu'on imaginait, qu'il peut parfois être dominé par d'autres causes qui agissent sur les salaires et les prix et que sa force varie à travers le temps et l'espace suivant des différences institutionnelles.

Pour ce qui est du marché du travail, l'histoire des travaux économétriques est bien connue. Les premières tentatives d'estimation de la

courbe de Phillips, laquelle relie le taux de croissance du salaire nominal au taux de chômage, montrèrent qu'une forme très simple donnait de bons ajustements. La relation semblait déjà non linéaire, les salaires étant peu sensibles aux hauts niveaux de chômage. À la fin des années soixante et durant les années soixante-dix, l'expérience montra que, pour avoir un bon ajustement, nous devons spécifier correctement l'impact de l'évolution passée du niveau des prix, reconnaître le rôle des facteurs exogènes comme l'existence d'un taux de salaire minimum ou des chocs enregistrés par les prix des matières premières (d'où la détérioration des profits des entreprises) et admettre que la relation change à travers le temps et l'espace. En particulier on a trouvé que les réactions du taux de salaire au chômage sont maintenant plus faibles qu'elles étaient durant la première moitié de ce siècle et que, dans certains pays européens, les changements dans les prix à la consommation sont complètement et très rapidement transmis aux salaires, de sorte que le déséquilibre sur le marché du travail devrait y être compris comme réagissant sur la vitesse de variation du taux de salaire réel<sup>4</sup>.

En tous cas, une représentation du processus dynamique reliant les changements du taux de salaire et du niveau des prix aux déséquilibres macroéconomiques doit tenir compte de l'existence d'une relation forte entre les salaires et les prix. Il faut alors identifier correctement l'effet direct du déséquilibre sur le marché des biens. On l'a trouvé faible et certains économistes ont même soutenu que le niveau des prix s'adaptait suivant une relation de coût majoré (*cost-plus*). Les faits semblent maintenant montrer que ce dernier point de vue était trop radical : la pression de la demande sur le marché des biens joue un rôle indépendant en accélérant le processus inflationniste, indépendamment de la poussée salariale engendrée par la pression qui, le plus souvent, apparaît aussi sur le marché du travail quand survient une demande excédentaire pour les biens.

Peu importe l'imprécision affectant les preuves économétriques ; on arrive toujours à la conclusion que la loi de l'offre et de la demande joue plutôt avec lenteur au niveau macroéconomique où nous nous situons. Il y a là place pour une explication théorique et, en effet, plusieurs économistes ont travaillé sur ce phénomène. J'en ai traité ailleurs pour ce qui est du marché du travail et d'autres ont étudié, de façon semblable, le marché des biens. Le but principal ici c'est d'étudier les conséquences de cette observation.

---

4. Pour ce qui est des comparaisons historiques, voir, pour la France, Boyer (1978), et pour les États-Unis, Sachs (1980). Pour ce qui est des comparaisons internationales, voir Artus (1983).

2. Une conséquence claire, c'est que la vitesse d'ajustement des prix et des salaires n'a pas un ordre de grandeur différent de celle de l'accumulation du capital et que, dans un modèle macroéconomique dynamique complet, elles doivent se considérer simultanément. Malheureusement, nos idées sur l'accumulation du capital sont plutôt vagues et la manière dont nous en tenons compte dans nos analyses macroéconomiques est imprécise.

L'épargne privée courante est importante pour la demande agrégée future parce qu'elle accroît la richesse privée et parce qu'une plus grande richesse implique une plus grande demande de biens de consommation. La relation paraît toute simple. Mais nous ne la maîtrisons pas. La raison principale en est peut-être le manque de données permettant de tester nos hypothèses et utiles dans nos travaux appliqués. Alors que les comptes nationaux portant sur le revenu et la production sont maintenant disponibles et couvrent une période substantielle dans tous les pays développés, les comptes correspondant de capital ne sont pas calculés excepté dans de très rares occasions. Ceci explique en particulier pourquoi la propension à consommer à partir de la richesse n'est pas connue précisément.

Si les statisticiens n'ont pas jusqu'à présent été capables de produire sur une base régulière des comptes de capital, ce pourrait bien être en raison de difficultés provenant du fait que le lien dynamique entre l'épargne et la richesse n'est pas si simple, à la fois à cause de changements permanents dans l'évaluation du capital quand elle existe sur les marchés et à cause du manque d'une telle évaluation dans beaucoup de cas. Pertes et gains réels en capital sont importants et on ne devrait pas les négliger ni dans les travaux théoriques ni dans les travaux appliqués. Nous devrions établir des distinctions entre pertes et gains perçus ou non perçus, anticipés ou non anticipés.

Nous ne pouvons dire que l'économétrie de l'investissement a été négligée, vu le nombre de contributions dans ce domaine. Puisque plusieurs facteurs agissent sur l'investissement, il est naturel de relever que, malheureusement, l'impact de certains d'entre eux n'est pas mesuré avec précision. Mais nous pouvons nous réjouir de ce que le facteur le plus important, celui de l'accélérateur, a été bien identifié. De notre point de vue ces résultats économétriques sont, néanmoins, déficients sur un point important. Une analyse dynamique du déséquilibre requiert que l'attention se porte sur certaines caractéristiques qui n'ont pas été beaucoup étudiées. Ceci s'applique particulièrement à la question de savoir s'il existe quelque chose qui ressemble au chômage classique.

La demande excédentaire pour les biens qui, dans les modèles théoriques, caractérise le chômage classique correspond, dans la réalité, à un manque de capacité de production dû à une accumulation de capital

insuffisante ou à des mises au rebut prématurées. Si le chômage classique nous concerne aujourd'hui, c'est précisément parce que le manque de capacité de production est aujourd'hui un fait réel en plusieurs points du monde industriel et qu'il y rend le chômage inévitable, au moins dans le court terme. Or, soit en théorie, soit en économétrie, la distinction n'est pas souvent faite entre les deux dimensions du capital et les deux types correspondants d'investissement : le « *capital widening* » et le « *capital deepening* ».

Une faible accumulation du capital ou des mises au rebut prématurées s'expliquent souvent par une faible profitabilité : les profits qu'on peut gagner en faisant fonctionner les capacités productives sont alors tenus pour petits, peut-être même négatifs. Or, ce concept de profitabilité n'est pas beaucoup pris en considération dans les travaux économétriques, excepté ceux de James Tobin, où apparaît un concept correspondant, celui du ratio  $q$ , concept que j'aimerais voir mesuré autrement que par des évaluations du marché boursier<sup>5</sup>.

Ces considérations expliquent pourquoi je me suis particulièrement consacré récemment à mettre sur pied des spécifications mettant l'accent sur ces deux dimensions négligées : la capacité de production et la profitabilité. Comme c'est le cas avec la technologie « *putty-clay* » le stock de capital possède à la fois une capacité de production et une intensité capitaliste, c'est-à-dire ce que le capital demande de travail par unité d'output. Ma thèse est que les principaux acteurs expliquant les changements de capacité sont l'accélérateur et la profitabilité des entreprises ou, de façon équivalente, le ratio  $q$  de Tobin. Par ailleurs, le principal facteur expliquant les changements dans les niveaux requis de travail c'est le coût relatif du capital par rapport au travail<sup>6</sup>.

Il va de soi que la profitabilité doit s'entendre comme une mesure d'un déséquilibre dans le système des prix, ce qui est vrai aussi du ratio de Tobin. On peut définir cette mesure, par exemple, comme le taux de profit pur, c'est-à-dire l'excédent du taux de profit réel obtenu dans les opérations de production sur le taux d'intérêt réel obtenu sur les opérations financières. L'existence fréquente de pareils déséquilibres dans le système des prix est un fait observé<sup>7</sup>. Ceci n'est pas surprenant si l'on perçoit qu'au niveau macroéconomique la loi de l'offre et de la demande agit lentement et est parfois dominée par des chocs sur les prix ou sur les salaires.

5. Pour une discussion plus complète de l'état actuel de l'économétrie de l'investissement, voir Malinvaud (1982a).

6. La raison d'être de cette thèse apparaît sous diverses formes dans plusieurs de mes écrits. On trouve probablement sa meilleure présentation dans Malinvaud (1983b).

7. Par exemple en France, on peut estimer que le taux de profit pur a décliné de 7% par an, entre le début des années '70 et 1982. (Voir Malinvaud (1983a)).

Si je parle de « ma thèse », c'est parce que je crois fermement qu'elle est vraie mais c'est aussi parce que je n'ai pour le moment aucune preuve qu'elle soit largement acceptée. Je me hâte d'ajouter que, même si ma thèse est vraie, les estimations économétriques qui mesureraient les divers coefficients impliqués dans sa formulation manquent toujours.

3. Le chômage généralisé résulte de situations très diverses au niveau micro et de très nombreuses micro-décisions. Relié aux tendances macroéconomiques, il dépend aussi de facteurs plus localisés et de la manière dont réagissent les agents qui lui font face. Même une analyse macroéconomique ne devrait pas négliger cette dimension supplémentaire du phénomène. En particulier dans une analyse dynamique du chômage, où l'on considère pourquoi les ajustements ne sont pas plus rapides ou mieux orientés, on doit s'intéresser à la mobilité du travail et du capital entre les activités qui sont en contraction et celles qui sont en expansion.

Qu'il devrait en être ainsi est tout naturel puisque le chômage généralisé est un déséquilibre. Son existence provient de ce que, puisque la loi de l'offre et de la demande qui régit les changements de prix est visqueuse, les quantités doivent s'adapter. Or, de combien une quantité particulière, l'offre excédentaire agrégée de travail, doit s'adapter dépend du degré de viscosité dans les adaptations des autres quantités.

J'ai soutenu plus tôt qu'il fallait concevoir l'état macroéconomique comme la résultante d'une grande variété de déséquilibres microéconomiques. L'offre est excédentaire dans certains secteurs, la demande dans d'autres. Une bonne part de ces déséquilibres peut se résorber par la mobilité intersectorielle de l'offre et de la demande, les gens passant par exemple des endroits ou des industries sans emplois disponibles à ceux ou à celles où il y en a. S'il arrive que cette mobilité soit réduite par suite d'un changement de comportement un plus haut niveau de chômage devrait prévaloir.

On a souvent soutenu que cet aspect du phénomène est aussi important que la viscosité de la loi de l'offre et de la demande et que les caprices de l'accumulation du capital. Or, dans la plupart des analyses macroéconomiques du chômage, on le néglige. Une bonne raison sans doute c'est qu'on suppose que les changements de comportement quant à la mobilité sont lents ; mais puisque l'analyse macroéconomique s'occupe maintenant davantage du long terme, ceci ne tient plus. Une autre raison c'est peut-être simplement que notre connaissance du comportement face à la mobilité est restreinte. En effet, c'est là probablement un sujet où les économistes ne se sentent pas particulièrement à l'aise. Il requiert une bonne maîtrise du contexte institutionnel et fait appel à la psychosociologie. Ce n'est pas une bonne raison pour l'oublier.

Des données statistiques sur la mobilité existent. Ses changements dans le temps et l'espace peuvent se décrire avec une précision qui n'est certainement pas parfaite mais qui se compare avec celle qui est atteinte dans plusieurs autres domaines des statistiques économiques. Ce qui est décrit là, cependant, ce n'est pas le comportement fondamental mais plutôt son résultat dans un milieu environnant qui change. On a dès lors besoin de modèles pour estimer les modifications de comportement que l'évolution observée peut révéler. Par exemple, la mobilité de la main-d'oeuvre s'est accrue en France pendant les années '60 et, généralement, on attribue cela non à des changements dans les comportements mais à la présence d'emplois intéressants nouveaux créés par un boom dans l'investissement industriel. Inversement, la mobilité de la main-d'oeuvre ne peut qu'être faible dans un pays où le chômage prévaut dans toutes les régions et toutes les industries.

Le comportement face à la mobilité est, naturellement, un aspect du comportement quant à la prospection des emplois. Les mêmes facteurs qui expliquent pourquoi les activités de prospection deviennent plus ou moins intenses peuvent aussi expliquer que la mobilité soit plus forte ou plus faible. Ou encore, les facteurs qui conduisent ceux qui cherchent des emplois à baisser leur demande salariale peuvent aussi les rendre plus prêts à déménager. Mais certains facteurs peuvent aussi affecter la mobilité sans toucher aux autres aspects de la prospection. Il est facile alors d'imaginer un vaste champ utile de recherche, mais autant que je sache, l'économétrie du comportement face à la mobilité n'est pas encore très avancée et n'a fondamentalement fait que démontrer la complexité du phénomène<sup>8</sup>.

On affirme parfois que les économies européennes contiennent une rigidité qui empêche plusieurs types d'ajustement, incluant ceux qui seraient permis par une plus grande mobilité des travailleurs. L'étendue présente du chômage en Europe occidentale pourrait en partie être due à cela. La suggestion ne semble pas avoir fait l'objet d'un examen rigoureux mais elle a quelque force. La rigidité ne concerne pas seulement le comportement des travailleurs qui cherchent un emploi mais aussi la gestion de la force de travail à l'intérieur des entreprises. Elle peut être attribuable à des changements dans les lois ou dans d'autres institutions rendant la mise à pied plus difficile et suscitant, par conséquent, un recrutement plus prudent.

Précisément à cause de la présence de déséquilibres et à cause de la rigidité interne aux économies existantes, toutefois, la société trouve de nouveaux moyens pour s'ajuster partiellement. Des chômeurs se voient

---

8. Voir en particulier Ehrenberg et Smith (1982) et Greenwood (1975).

offrir des emplois temporaires où les conditions de travail sont décidément moins avantageuses que normalement. De nouveaux segments du marché du travail dès lors se développent, ou de nouvelles activités apparaissent qui ne suivent pas les règles normales<sup>9</sup>. Jusqu'où ces adaptations peuvent réduire le chômage reste à débattre. Mais elles font partie de la réalité économique d'aujourd'hui et devraient, en conséquence, être sérieusement étudiées par les économistes.

### *Quelques questions d'analyse dynamique*

Le tour d'horizon qui précède sur les trois principales sources d'évolution spontanée dans une économie connaissant un chômage généralisé suggère quels éléments doivent être intégrés à nos idées sur les développements de moyen et de long terme. Ce sont ces idées, les modèles où elles peuvent se formaliser et se tester, et les théories qu'elles supportent que nous allons maintenant considérer.

1. Une remarque s'impose d'abord. Nous sommes confrontés à un phénomène dont l'analyse dynamique est nécessairement soit vraiment partielle, soit vraiment complexe. Conscients de ce fait et compte tenu de l'imprécision de nos connaissances économétriques sur plusieurs aspects significatifs du phénomène, nous devons être modestes dans la présentation de ce que nous pensons avoir compris. L'analyse mathématique de la croissance économique avec équilibre de marché instantané et permanent, concurrence parfaite et anticipations autoréalisatrices fournit un point de comparaison utile, encore qu'un peu lointain. Elle n'a été élaborée que récemment et les résultats qui ont été prouvés, par exemple ceux relatifs à la stabilité, ne sont pas nets : une analyse économétrique serait toujours nécessaire pour choisir parmi tous les cas concevables ceux qui ont le plus d'à-propos pour nous.

Par rapport à ce point de comparaison nous avons à introduire des déséquilibres, des imperfections dans la concurrence et des modèles réalistes d'anticipations. Nous avons à représenter la viscosité dans les changements de prix, dans la mobilité du travail et du capital ainsi que dans d'autres ajustements de production, de consommation, d'investissement et d'anticipation. Nous devons faire place aux chocs exogènes sur l'économie, au milieu environnant politique, ou même simplement aux « états d'âme ». La perspective de devoir maîtriser ces divers aspects, et éventuellement tous en même temps, est écrasante.

Je crois que la difficulté de relever ce défi est bien réalisée dans notre profession. Mais les économistes sont des êtres humains et ils adoptent

---

9. Ce phénomène a été bien décrit dans le cas particulier de la France par Piore (1978). Sur l'expérience des États-Unis et des autres pays, voir Berger et Piore (1980).

parfois des attitudes qui leur permettent d'éviter le défi. Parmi ces attitudes la moins désagréable est de démissionner et de se taire. En effet, certains de mes collègues considèrent qu'en tant qu'économistes nous ne comprenons pas assez le phénomène du chômage généralisé pour dire quoi que ce soit à son sujet à nos concitoyens. Certains même pensent que nous ne pouvons faire aucun progrès significatif dans notre compréhension du phénomène et travaillent sur d'autres sujets, plus rémunérateurs sur le plan académique. Une attitude différente est de nier le phénomène et de soutenir, par exemple, que puisque toute initiative mutuellement avantageuse est nécessairement faite dans notre société par ceux qui en bénéficient, aucun défaut de fonctionnement ne peut survenir et, en conséquence, le chômage ne peut exister. Une autre attitude encore est de devenir charlatan et de se mettre à faire la publicité d'un remède simple, par exemple une règle monétaire rigide, une médecine dite de promotion de l'offre (*supply side economics*) ou une médecine protectionniste, les médias étant comme toujours prêts à contribuer à répandre ces médecines, du moins aussi longtemps qu'elles paraissent nouvelles.

Évitant ces diverses attitudes, nous engageant à intensifier notre recherche sur ce qui est un problème social important et à transmettre avec la modestie appropriée les résultats partiels que nous pouvons espérer obtenir nous avons encore à adopter une stratégie de recherche. Sur l'analyse dynamique du chômage, ma propre stratégie a été d'entreprendre des explorations vraiment provisoires, faute d'une meilleure idée. J'ai spécifié des modèles dynamiques très simples qui, je crois, mettent en évidence les éléments caractéristiques du phénomène. J'ai alors regardé l'évolution économique possible à partir de ces modèles en portant l'attention sur certains scénarios que je pensais typiques de ce qui arrive aujourd'hui. Je suis conscient que ce type d'exploration laisse beaucoup dans l'ombre. Les résultats obtenus ne peuvent prétendre à la généralité. Ils doivent plutôt s'entendre comme des hypothèses provisoires devant être testées par la suite. Cependant quand ils semblent décrire les faits présentement observés, je suis enclin à leur conférer une validité plus générale que ne leur donne la spécification particulière dont ils sont dérivés.

C'est dans cet esprit que je vais maintenant aborder quelques questions qui valent la peine d'être étudiées si nous voulons être mieux équipés pour discuter les évolutions de moyen et de long terme, en particulier celles qui peuvent être induites par des politiques macroéconomiques.

2. Combien de temps durera le chômage généralisé ? C'est une question que l'on se pose souvent en Europe occidentale. Sous une forme semblable, elle l'était aussi dans les États-Unis des années '30 et peut toujours l'être aujourd'hui. En essayant d'y répondre, nous pouvons pour la rendre plus malléable, la diviser en deux questions subsidiaires : i) est-ce



que l'évolution spontanée de l'économie restaurerait le plein emploi ? ii) dans quelles conditions les politiques économiques vont-elles être utiles ?

Le sentiment de beaucoup d'économistes c'est que le chômage généralisé ne peut être que transitoire et que des adaptations économiques spontanées vont nous en débarrasser. D'autres sont moins optimistes. Pour mettre de l'ordre dans nos idées sur cette question, nous devons vérifier si oui ou non nous pouvons construire un cas théorique d'état stationnaire stable caractérisé par une offre excédentaire de travail. La question s'est en effet déjà posée de cette façon dans les premières discussions concernant la validité de la *General Theory* de Keynes. Par exemple quand A.C. Pigou voulut mettre l'accent sur le rôle de son fameux effet-richeesse, il écrivit un article intitulé « The Classical Stationary State »<sup>10</sup> où il soutenait qu'une offre excédentaire ne pouvait pas être permanente.

Ceux qui soutiennent qu'un état stationnaire stable avec offre excédentaire est concevable pensent aussi que le degré d'offre excédentaire dépend de certains facteurs exogènes qui sont, naturellement, tenus constants pour tout état stationnaire particulier mais qui pourraient avoir pris des valeurs différentes. Il y a, alors, un éventail complet d'états stationnaires concevables avec des degrés divers de chômage. Un cadre explicitement dynamique est évidemment requis pour toute discussion sur l'existence d'un pareil éventail d'états stationnaires stables avec offre excédentaire permanente. Il est alors surprenant de réaliser que la littérature théorique est très pauvre quand nous y cherchons un modèle qui soit explicite dans ses hypothèses dynamiques et rigoureux dans son analyse dynamique. Je ne me souviens de rien qui fasse référence à des publications antérieures aux années '70.

Aujourd'hui, on dispose d'un certain nombre de modèles théoriques exploratoires. Ils nous fournissent plusieurs schémas expérimentaux pour tester nos idées. À certains égards on peut voir ces modèles théoriques comme exhibant des éléments caractéristiques que l'on peut retrouver dans les modèles macroéconométriques courants. Pour ces deux raisons ils méritent une audience plus large et une discussion plus profonde que celles qui les ont entourés jusqu'à maintenant.

Les réponses données à l'existence possible d'états stationnaires stables avec offre excédentaire sont évidemment sensibles à la spécification qui est retenue dans l'analyse et, plus particulièrement, à ce qui est supposé quant aux changements des niveaux généraux de prix et de salaires. Nous pouvons distinguer trois classes de modèles par ce biais.

---

10. Voir Pigou (1943).

Dans la première, le système de prix est tenu pour complètement rigide, au moins par rapport aux caractéristiques jouant un rôle dans la formalisation<sup>11</sup>. On trouve alors typiquement que les autres ajustements dynamiques, comme ceux qui résultent de l'accumulation du capital, sont compatibles avec l'existence d'états stationnaires stables avec offre excédentaire permanente.

Dans un second groupe de modèles on suppose quelque flexibilité des prix à la baisse en cas d'offre excédentaire. Plus précisément, on y suppose que le taux de changement du niveau des prix est une fonction croissante de la demande excédentaire pour les biens. Ceci implique que, dans le cas du chômage keynésien, la déflation des prix tend à accroître la richesse réelle et, en conséquence, à stimuler la demande. Mais cet effet n'élimine pas nécessairement la possibilité du chômage permanent. En effet on trouve souvent un régime limite dans lequel le niveau des prix décroît à un taux constant, mais où la richesse réelle reste constante à cause de la désépargne impliquée par un faible niveau d'activité. Les grandeurs réelles définissent alors un état stationnaire stable avec offre excédentaire<sup>12</sup>.

Ce second groupe de modèles, pour ne pas parler du premier, néglige la critique faite par M. Friedman contre l'expression simple de la courbe de Phillips<sup>13</sup>. On n'y fait pas attention à la révision des anticipations qui peut découler d'un mouvement de prix soutenu. En d'autres mots, on y suppose qu'en tous temps, le taux de déflation des prix dépend seulement de la grandeur de l'offre excédentaire et non de l'évolution passée du niveau des prix. Ceci revient à supposer que les « price makers » gardent les mêmes anticipations de leur comportement mutuel, peu importe ce que l'évolution passée des prix et des salaires a pu être. C'est plutôt irréaliste.

La troisième catégorie de modèles dynamiques comprend ceux où on suppose que les changements de prix dépendent non seulement de la demande excédentaire mais aussi des changements de prix anticipés, dont le taux peut se relier directement au taux passé des accroissements de prix. Je ne connais qu'une publication où on se sert d'un pareil modèle dynamique pour étudier la question que j'ai soulevée ici. C'est l'article de James Tobin intitulé « Keynesian Models of Recession and Depression »<sup>14</sup>.

---

11. Pour un exemple de modèles appartenant à cette classe, voir Böhm (1978). Sont également pertinents deux articles classiques, l'un de Blinder et Solow (1973) et l'autre de Tobin et Buiter (1976). Enfin, je peux mentionner le modèle de Malinvaud (1982b).

12. En règle générale dans ces modèles on néglige l'effet dépressif de court terme de la déflation des prix, effet provenant des difficultés financières rencontrées par les débiteurs. Inutile de dire qu'il peut jouer un rôle très important. Voir Honkapohja (1979) et Malinvaud (1980b), chapitre 3.

13. Voir Friedman (1968).

14. Tobin (1975).

Avec la spécification particulière utilisée dans cet article<sup>15</sup>, nous trouvons deux situations : a) si le taux anticipé des changements de prix a un impact fort sur la demande agrégée (c'est-à-dire si l'« effet spéculatif » qui induit un report des achats quand la décroissance des prix est anticipée, est fort) alors que le niveau des prix a un impact faible (l'effet-richeesse étant petit), alors les dépressions sont cumulatives, une situation qui est pire qu'une tendance vers un régime stationnaire keynésien ; b) dans le cas opposé, l'économie converge vers une limite où la demande ou l'offre excédentaire sera juste au niveau où elle est neutre dans son action sur les prix. Cette seconde situation correspond à ce que Friedman a appelé « taux naturel de chômage » et qui, plus tard, fut appelé de façon plus appropriée le NAIRU, le « *non accelerating inflation rate of unemployment* ».

L'état actuel de la littérature sur ce point majeur de la stabilité de la dépression keynésienne est, comme je le disais avant, toujours insatisfaisant mais il nous donne des idées. Lorsqu'on s'intéresse aux situations d'offre excédentaire, les trois catégories de modèles méritent d'être étudiées parce que les salaires et les prix sont définitivement moins flexibles à la baisse qu'à la hausse, de sorte que les adaptations induites par les changements du niveau des prix et les révisions des taux anticipés de changements de prix sont toutes deux lentes. Ces modèles mettent en évidence diverses raisons expliquant pourquoi les effets dépressifs peuvent être parfois non seulement forts mais aussi durables. Même s'il existe une tendance qui conduira spontanément l'économie vers une limite bien définie qui ne dépende pas des conditions initiales concernant en particulier la demande agrégée, cette limite elle-même, et la vitesse avec laquelle on l'atteint, peuvent varier d'un pays à l'autre, ou d'une période historique à une autre. En effet, elles dépendent de la dynamique de révision des prix et salaires et cette dynamique de révision dépend à son tour des institutions et de facteurs socio-politiques nationaux. Friedman s'est hasardé à estimer qu'aux États-Unis la tendance spontanée vers ce qu'il appelle le « taux naturel de chômage » prendrait « disons, une couple de décennies »<sup>16</sup>. La vitesse peut être beaucoup plus lente dans les économies où les forces de marché sont moins effectives qu'elles ne le sont aux États-Unis.

3. Je serai plus bref pour discuter de la seconde forme extrême de chômage généralisé : combien de temps le chômage classique peut-il durer ? La littérature est très peu abondante et la réponse paraît évidente à première vue. Une demande excédentaire pour les biens et une offre

15. La spécification choisie par J. Tobin pour l'ajustement des prix et de la production (nommée par lui le « modèle de Walras-Keynes-Phillips ») ne me paraît pas être la plus appropriée (voir Malinvaud (1982c), chapitre 8, section 2.1). En tous cas, l'étude d'autres spécifications serait utile vu la pertinence du résultat.

16. Friedman (1968), p. 11.

excédentaire de travail devraient susciter une hausse du niveau des prix et une baisse des taux de salaire réels, ce qui rétablirait la rentabilité des entreprises et conduirait ces dernières à accroître leurs opérations jusqu'au point où elles seraient contraintes soit par la faiblesse de la demande, soit par un manque de main-d'œuvre.

Si on poursuit la réflexion, cependant, on se demande si ce processus dynamique fonctionne aussi bien que le schéma précédent le suggère. Les historiens des faits économiques tiennent pour un fait que la rentabilité est demeurée faible pendant de longues périodes et forte pendant d'autres longues périodes. Ils croient aussi qu'une forte rentabilité caractérise souvent une économie à forte croissance alors qu'une faible rentabilité perdure dans une économie voisine moins fortunée, la différence persistant ici encore pendant des décennies.

Selon moi, il serait intéressant d'étudier des modèles de croissance qui comporteraient des degrés divers de rentabilité. Les étudier nous aiderait à comprendre certains traits du chômage soutenu dans les économies à croissance lente, économies où un manque de rentabilité empêche l'expansion des capacités de production. En particulier, nous pourrions étudier si, et sous quelles conditions, une économie peut se piéger dans une « pénurie de l'offre ».

Nous devons aussi réaliser qu'il est possible de construire des modèles théoriques simples illustrant des régimes stables de chômage classique, pour peu que nous supposions assez de rigidité de prix. Pareil résultat peut se trouver, par exemple, sous l'hypothèse d'une rigidité parfaite des salaires réels, ce qui correspond approximativement à la situation récente de plusieurs pays d'Europe occidentale. On retrouvera aussi ce résultat si on postule que les salaires nominaux dérivent à la hausse à un taux donné de manière exogène et que les hausses de prix sont insensibles aux anticipations, c'est-à-dire ne s'accroissent pas dans le cas d'une demande excédentaire pour les biens qui soit positive et stationnaire<sup>17</sup>. Naturellement, on ne doit pas penser que de pareils modèles théoriques s'appliquent exactement puisque leurs hypothèses concernant, par exemple, la formation des salaires sont de pures caricatures, mais ils suggèrent fortement que le chômage classique peut durer plus longtemps que ne le penserait a priori un économiste de formation classique. Il me semble que cette même conclusion découle aussi des simulations mathématiques faites à partir de modèles reposant sur des hypothèses plus réalistes et où les valeurs données aux coefficients pertinents étaient choisies de manière à respecter les connaissances économétriques actuelles<sup>18</sup>.

---

17. Voir Malinvaud (1981c), chapitre 7, section 4.10.

18. Voir Malinvaud (1980b) ainsi que Bruno et Sachs (1982).

Pour une étude du chômage généralisé, la pertinence du chômage classique va bien au-delà de sa durée ou de son degré de pureté. D'un côté, vu la diversité des situations sectorielles, nous devons admettre que, sauf circonstances vraiment extrêmes, le chômage classique existera toujours à un certain degré. D'un autre côté, indépendamment de cette diversité, nous devons nous préoccuper de ce qui arrive quand une phase de chômage classique se termine. Il est improbable qu'un équilibre walrassien soit atteint : j'ai même soutenu que l'issue probable sera un chômage prolongé, du type keynésien<sup>19</sup>. Si cela est exact, toute aggravation du chômage quand il est de type classique va aussi détériorer la situation qui lui succédera.

On peut rendre très simple la défense de cette thèse. Une faible profitabilité s'accompagne de faibles investissements dans la mise sur pied de nouvelles capacités de production et, peut-être aussi, d'un taux élevé de mise au rancart des capacités existantes. La capacité de production des équipements alors décroît ou, en tous cas, s'accroît trop lentement par rapport à la croissance du potentiel productif de la force de travail. Le plein emploi devient ainsi impossible. Si le chômage classique se termine, alors seul le chômage keynésien peut lui succéder. Dans une démonstration rigoureuse on doit naturellement prouver les diverses étapes que je viens d'ébaucher et ceci ne peut se faire sans introduire d'hypothèses restrictives. Je pense, cependant, que la thèse est valide<sup>20</sup>.

4. Une troisième question s'explore à l'aide de modèles théoriques dynamiques simples et c'est celle des conditions sous lesquelles une politique de restrictions salariales peut contribuer à réduire le chômage.

Ceux qui favorisent pareille politique mettent en général en valeur l'impact positif de profits plus élevés sur l'investissement, soulignant que les entreprises auront alors des ressources financières plus grandes et de meilleures perspectives de profitabilité. Pour être complet cet argument devrait, cependant, indiquer comment de plus bas salaires vont mener à

---

19. Voir Malinvaud (1980b).

20. Centrée sur les évolutions de moyen terme, l'argumentation précédente associe chômage classique et faible profitabilité. Mais on a montré récemment qu'au début d'une reprise rapide les entreprises peuvent n'être pas disposées à accroître leur production à la vitesse de l'expansion de la demande, à cause des coûts d'ajustement entraînés par le changement rapide de leur mode de production et de leur personnel. Ceci veut dire que le chômage devient classique même si la profitabilité est généralement bonne excepté pour ce qui est des coûts d'ajustement. Ce chômage peut disparaître à une étape ultérieure de l'expansion, et l'on se retrouve ainsi dans une situation de demande excédentaire généralisée. Ce cas est différent de celui envisagé plus haut. Que le chômage keynésien réapparaisse ou non, ce phénomène peut expliquer pourquoi certaines politiques de stimulation de la demande ont parfois été considérées comme trop fortes, non parce qu'elles ont conduit à du suremploi mais parce qu'elles ont provoqué une demande excédentaire temporaire pour les biens, ce qui a stimulé l'inflation. Sur cette autre situation, voir Artus, Laroque et Michel (1984).

des plus hauts profits et comment de plus grands investissements vont mener à plus d'emplois. Aucune de ces deux implications n'est évidente en soi pour tous les économistes. Il nous reste à les analyser précisément.

L'argument serait tout à fait convaincant si on pouvait supposer que le chômage est purement classique : un salaire réel plus bas stimulerait alors une plus grande production de la part des entreprises confrontées à une demande excédentaire pour leurs produits et ainsi créerait immédiatement des profits plus élevés et un emploi plus élevé. La construction subséquente de nouvelles capacités de production serait clairement favorable tant et aussi longtemps que le chômage resterait classique. Le problème théorique est plutôt de savoir si une politique de restrictions salariales peut aussi être bénéfique même dans les cas où le chômage est keynésien. Ceux qui supportent la politique de restrictions peuvent citer les effets favorables sur la demande agrégée, sur la substitution entre le capital et le travail ou sur la compétitivité. Chaque cas mérite un examen de près.

Pour qu'une réduction de salaires ait un impact positif direct sur la demande agrégée, il faut une propension à dépenser à partir des profits plus grande que la propension à dépenser à partir des salaires. On considère généralement que c'est le contraire qui s'applique, de sorte que je ne passerai pas de temps à examiner complètement cette première forme d'argumentation. Je dois considérer que les gens qui plaident pour de plus bas salaires parce qu'un investissement plus élevé stimulerait alors la demande agrégée, négligent simplement l'effet dépressif plus fort sur la consommation. Je suis prêt à examiner tout résultat économétrique où l'on prétende démontrer que, dans certaines circonstances au moins, la sensibilité de l'investissement aux profits est si grande que l'hypothèse communément admise devrait être rejetée, mais je n'en ai encore jamais vu.

Si le coût relatif du travail est plus bas que celui du capital, l'entreprise choisit une technique de production moins intensive en capital et en conséquence demande davantage de travail pour toute grandeur donnée de la demande agrégée pour son produit. L'impact d'une réduction des salaires sur le chômage dépend alors de deux facteurs opposés : une baisse de la demande agrégée d'une part, une hausse du besoin de travail par unité de production d'autre part. Quel facteur domine dépend, en particulier, du degré de substituabilité entre le capital et le travail. Les pièces à conviction dont nous disposons à l'heure actuelle favorisent la théorie selon laquelle cette substituabilité est toute petite dans le court terme, car le travail opère alors avec des équipements donnés et dans une organisation donnée de production, mais vraiment significative dans le long terme, où les équipements sont construits ou remplacés et où les méthodes de production sont réorganisées. Nous pouvons dès lors imagi-

ner que la réponse de l'emploi à de plus bas salaires sera négative dans le court terme mais positive dans le long terme.

Telle est bien la conclusion que l'on peut tirer des réponses dynamiques qui ont été étudiées à l'aide d'un modèle simple utilisant une technologie « *putty-clay* »<sup>21</sup>. Pour les valeurs des coefficients qui sont compatibles avec une spécification réaliste, la hausse à court terme du chômage keynésien et sa baisse à long terme semblent bien établies.

La prise en compte de la compétitivité d'une économie ouverte assujettie à une contrainte de devises appuie la politique de restrictions salariales et conduit aussi à distinguer entre les résultats de court et de long terme. Ceci a été montré par J. Drèze et F. Modigliani<sup>22</sup> qui ont supposé que la gestion de la demande gouvernementale était liée par une contrainte de la balance commerciale. Quand la compétitivité est faible et que le déficit de la balance des paiements ne peut plus être accru, le gouvernement doit s'attacher à déprimer la demande, même si des capacités de production inemployées sont disponibles. Si la compétitivité s'améliore, une politique moins restrictive peut se faire. La production et l'emploi s'accroissent cependant que le déficit commercial reste à l'intérieur de la limite admissible.

Essayant d'évaluer comment une politique de restrictions salariales couplée à une régulation de la demande agrégée du type mentionné plus haut, pourrait contribuer à améliorer l'emploi en Belgique, Drèze et Modigliani ont soutenu que l'impact principal de la profitabilité sur l'emploi passe par l'effet sur les capacités de production. Négligeant la substituabilité du capital pour le travail, ils ont trouvé qu'avec la politique économique supposée, l'élasticité de l'emploi par rapport au salaire réel était égale à quelque chose comme -0,2 à capacité de production donnée, mais pouvait s'évaluer grossièrement à -2,0 quand on prenait en compte l'augmentation induite de la capacité de production.

\*

\*      \*

Cet examen des diverses recherches théoriques concernant le chômage généralisé a montré à quel point elles sont encore insuffisantes par rapport aux questions multiples qu'il pose à notre compréhension des phénomènes. Puisque tel est le cas, nous économistes devons faire preuve de retenue quand nous nous plaignons du peu de réussite des hommes politiques qui avaient prétendu restaurer l'emploi. Leur échec est aussi, d'une certaine manière, le nôtre.

---

21. Voir Malinvaud (1982b).

22. Voir Drèze et Modigliani (1981).

## BIBLIOGRAPHIE

- ARTUS, P. (1983), « Formation conjointe des prix et des salaires dans cinq grands pays industriels: peut-on comprendre les écarts entre les taux d'inflation? », *Annales de l'INSEE*.
- ARTUS, P., G. LAROQUE et G. MICHEL (1984), « Estimation of a Quarterly Macroeconomic Model with Quantity Rationing », *Econometrica*.
- BERGER, S. et M. PIORE (1980), *Dualism and Discontinuity in Industrial Societies*, Cambridge: Cambridge University Press.
- BLINDER, A.S. et R.M. SOLOW (1973), « Does Fiscal Policy Matter? », *Journal of Public Economics*.
- BOHM, V. (1978), « Disequilibrium Dynamics in a Simple Macroeconomic Model », *Journal of Economic Theory*.
- BOYER, R. (1978), « Les salaires en longue période », *Économie et statistique*.
- BRUNO, M. et J. SACHS (1982), « Impact Price Shocks and the Slowdown of Economic Growth: The Case of UK Manufacturing », *Review of Economic Studies* 49.
- DREZE, J. et M. MODIGLIANI (1981), « The Trade-Off between Real Wages and Employment in an Open Economy (Belgium) », *European Economic Review*.
- EHRENBERG, R.G. et R.S. SMITH (1982), *Modern Labor Economics: Theory and Public Policy*, Scott Foresman and Co.
- FRIEDMAN, A. (1968), « The Role of Monetary Policy », *American Economic Review*.
- GREENWOOD, M.J. (1975), « Research on Internal Migration in the United States: A Survey », *Journal of Economic Literature*.
- HONKAPOHJA, S. (1979), « On the Dynamics of Disequilibria in a Macro Model with Flexible Prices and Wages », dans M. Aoki et A. Mazzalo (Eds.), *New Trends in Dynamic System Theory and Economics*, New York: Academic Press.
- MALINVAUD, E. (1980a), « Rationing of Employment », dans E. Malinvaud et J.P. Fitoussi (Ed.), *Unemployment in Western Countries*, Macmillan, Londres.
- MALINVAUD, E. (1980b), *Profitability and Unemployment*, Cambridge: Cambridge University Press.
- MALINVAUD, E. (1982a), « La profitabilité comme facteur de l'investissement », *Rheinisch-Westfälische Akademie der Wissenschaften, Vorträge* N 310, West deutscher Verlag.
- MALINVAUD, E. (1982b), « Wages and Unemployment », *Economic Journal*.
- MALINVAUD, E. (1982c), *Théorie macroéconomique*, Paris: Dunod.
- MALINVAUD, E. (1983a), *Essais sur la théorie du chômage*, Calmann-Lévy, Paris.



- MALINVAUD, E. (1983b), « Profitability and Investment Facing Uncertain Demand », INSEE, Paris.
- MUELLBAUER, J. et D. WINTER (1980), « Unemployment, Employment and Exports in British Manufacturing: A Non-Clearing Markets Approach », *European Economic Review*.
- PIGOU, A.C. (1943), « The Classical Stationary State », *Economic Journal*.
- PIORE, M. (1978), « Dualism in the Labor Market: A Response to Uncertainty and Flux. The Case of France », *Revue économique*.
- SACHS, J. (1980), « The Changing Cyclical Behavior of Wages and Prices: 1890-1976 », *American Economic Review*.
- TOBIN, J. (1975), « Keynesian Models of Recession and Depression », *American Economic Review*.
- TOBIN, J. et W. BUITER (1976), « Long-Run Effects of Fiscal and Monetary Policy on Aggregate Demand », in J.L. Stein (Ed.), *Monetarism*, Amsterdam: North-Holland.